



POUVOIR ADJUDICATEUR
(Organisme contractant)
CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS
52 RUE DE LA REPUBLIQUE
93000 BOBIGNY

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE DE LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

OBJET DE LA PROCEDURE ADAPTEE N° 10/2025

**ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ELABORATION
ET LE SUIVI DE LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE
CHAUFFAGE, VENTILATION ET CLIMATISATION (CVC) DES
LOCAUX DE LA CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

MARCHÉ PASSE PAR PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES R2123-1, R2123-4 A 6 ET R2131-12
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Date d'établissement : le 7 juillet 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIE CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 – CADRE REGLEMENTAIRE	4
ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 4 – OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 – EXECUTION DU MARCHÉ	5
6.1 : REUNION DE LANCEMENT	6
6.2 : CONDITIONS DE REMISE ET VALIDATION DES RAPPORTS	6
6.3 : CONDITIONS DE REMISE ET VALIDATION DES PROGRAMMES (PHASE 1)	6
6.4 : CONDITIONS DE REMISE ET VALIDATION DU DCE (PHASE 2)	6
6.5 : CONDITIONS DE REMISE ET DE VALIDATION DU RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES (PHASE 3)	7
6.6 : COORDINATION ET VALIDATION DU SUIVI D'EXECUTION (PHASE 4)	7
ARTICLE 7 – ADMISSION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES	8
8.1 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
8.2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME CONTRACTANT	10
ARTICLE 9 – CONDITIONS FINANCIERES	11
9.1 : NATURE DES PRIX	11
9.2 : REVISION DES PRIX	11
ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT	11
10.1 : FACTURATION	11
10.2 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	12
10.3 : MODALITE DE PAIEMENT	12
10.4 : TAXES	12
ARTICLE 11 – PENALITES	12
ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE	13
12.1 : PRINCIPE GENERAL	13
12.2 : LIMITES SPECIFIQUES AU PRESENT MARCHÉ	13
12.3 : PROCEDURE D'ACCEPTATION	13
12.4 : INTERDICTION DE LA SOUS-TRAITANCE INTEGRALE	13
12.5 : PAIEMENT DIRECT	13
ARTICLE 13 – ASSURANCES	14
13.1 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE	14
13.2 : OBLIGATIONS D'ASSURANCE	14
13.3 : JUSTIFICATIFS A FOURNIR	14
13.4 : MAINTIEN DES GARANTIES	14
13.5 : DEFAUT DE JUSTIFICATION	14

ARTICLE 14 – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	14
14.1 : GARANTIES SUR LES DROITS	14
14.2 : UTILISATION DES RESULTATS – OPTION A DU CCAG-PI	14
14.3 : RESTRICTIONS D’USAGE POUR LE TITULAIRE	15
ARTICLE 15 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	15
ARTICLE 16 – RESILIATION	15
16.1 : RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	15
16.2 : RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	15
16.3 : RESILIATION POUR CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES	15
16.4 : RESILIATION A L’INITIATIVE DU TITULAIRE	16
ARTICLE 17 – LANGUE.....	16
ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES	16
ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAGPI	16

ARTICLE 1 – PARTIE CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse d'allocations familiales de la Seine-Saint-Denis (CAF 93), dont le siège social est situé au : n° 52 rue de la République, 93000 Bobigny, désigné dans le marché par « l'Organisme contractant », « le pouvoir adjudicateur » ou « le maître d'ouvrage ».

L'Organisme contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué. Le comptable assignataire des paiements est la Directrice Comptable et Financière. Tous les règlements des sommes dues au titre du présent marché sont assurés par la Directrice Comptable, auquel doivent être signifiées toutes oppositions éventuelles.

- D'autre part, l'assistant à maîtrise d'ouvrage, titulaire du marché, désigné dans le marché par l'expression « le Titulaire », ou « l'AMO ».

ARTICLE 2 – CADRE REGLEMENTAIRE

Le présent marché est un marché de services de prestations intellectuelles, conclu par procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il est passé par le Pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale, conformément aux dispositions du Code de la Commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.P.I.) (arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1er avril 2021).

Le code CPV : **71318000-4** Services de conseil et de consultation en ingénierie

ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe « décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)» n°10/2025, signé par le titulaire et également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) n°10/2025, dont seul l'exemplaire conservé par la Caf de la Seine-Saint-Denis fera foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), n° 10/2025, dont seul l'exemplaire conservé par la Caf de la Seine-Saint-Denis fera foi,
- L'offre technique et financière du titulaire.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale,
- Le code de la commande publique.
- Les normes, DTU et règlements en vigueur, applicables aux prestations.

En cas de contradiction, ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lesquels ils sont énumérés.

ARTICLE 4 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation lancée par l'Organisme contractant a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour élaborer et suivre les prestations de maintenance curative et préventive des installations de chauffage, ventilation, climatisation (CVC) et des réseaux d'évacuation des différents sites de la CAF 93.

Cette mission est subdivisée en plusieurs phases :

Phase 1 : Programmation des prestations de maintenance

Phase 2 : Dossier de consultation des entreprises (DCE)

Phase 3 : Consultation et analyse des offres

Phase 4 : Assistance à l'amélioration de la performance énergétique et suivi de l'exécution du marché

La mission d'AMO constitue un lot unique attribué à un seul opérateur.

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

Les délais d'exécution des phases 1 à 4 précisés dans le CCTP sont ainsi indiqués :

Prestations	Délais/Périodes
Phase 1 : Programmation	Novembre/décembre 2025
Phase 2 : DCE	Janvier 2026
Publication du DCE (CAF)	Février 2026
Phase 3 : analyse des candidatures	Avril 2026
Phase 4 : suivi d'exécution	Durée du marché de maintenance CVC

La phase 4 « Amélioration de la performance énergétique et suivi d'exécution du marché » s'exécutera sur une période de 36 mois à partir de la date de notification du marché annexe relatif au choix du prestataire pour la maintenance des installations de CVC de la CAF 93.

ARTICLE 6 – EXECUTION DU MARCHÉ

Conformément à l'article 3.4 du CCAG-PI, le titulaire désigne, dès notification du marché, un directeur de projet habilité à le représenter, ainsi qu'un chef de projet chargé du suivi opérationnel de la prestation pendant toute la durée du marché. Ce dernier constitue l'interlocuteur principal de l'organisme contractant et rend compte régulièrement de l'avancement des travaux.

En cas d'empêchement majeur justifiant son remplacement, le titulaire informe l'organisme contractant dans un délai de 48 heures et propose un nouveau profil dans un délai de cinq jours calendaires. L'acceptation du remplaçant par l'organisme contractant intervient dans un délai

équivalent. Le titulaire veille à ce que ce changement n'entraîne aucune interruption dans l'exécution des missions.

6.1 : Réunion de lancement

À la suite de la notification du marché, une réunion de lancement sera organisée à l'initiative de l'organisme contractant. Cette réunion a pour objectif de permettre une présentation réciproque des équipes, de préciser les modalités pratiques de mise en œuvre des prestations, de rappeler les obligations contractuelles et de valider le calendrier prévisionnel. Elle réunira les représentants désignés du titulaire ainsi que ceux de l'organisme contractant, notamment le représentant du service technique en charge du marché. Un compte rendu de cette réunion sera établi et servira de référence pour le suivi du marché.

6.2 : Conditions de remise et validation des rapports

Les différents rapports et documents décrits ci-après, établis par le titulaire seront remis à l'organisme contractant sous forme électronique en version PDF ou équivalent, Excel et/ou Word pour permettre l'exploitation des données.

Le paiement des phases 1 à 3 est conditionné par la transmission et validation des dits rapports et documents. Celui de la phase 4 « suivi d'exécution » se fera par trimestre.

Dans le cas où des rectifications sur les documents établis sont demandées par la CAF 93, l'AMO devra remettre ce document rectifié dans un délai de 5 jours calendaires suivant la demande de la CAF.

La remise de ces documents rectifiés sera effectuée dans les mêmes conditions que celles prévues pour la remise des documents initiaux.

La CAF disposera ensuite d'un délai maximum de 5 jours calendaires pour soit valider ces documents rectifiés, soit, le cas échéant, demander de nouvelles rectifications. Cette procédure pourra être renouvelée tant que lesdits documents ne seront pas validés.

6.3 : Conditions de remise et validation des programmes (phase 1)

La CAF 93 transmet au titulaire le rapport de diagnostic de chaque site et le rapport des interventions déjà réalisées tenant compte des préconisations des diagnostics.

Dans les délais mentionnés à l'article 4.4 du CCTP, l'AMO établit des propositions de programmation des prestations de maintenance par site, qu'il devra transmettre à la CAF dans un même envoi. Le titulaire organise avec l'organisme contractant une réunion de présentation de ces propositions de programmes.

La CAF 93 dispose d'un délai maximum de 10 jours calendaires pour soit valider le programme ou demander des rectifications à ce programme.

6.4 : Conditions de remise et validation du DCE (phase 2)

Le titulaire du marché transmet à l'organisme contractant le DCE qui servira pour la mise en concurrence des entreprises pour les prestations de maintenance des installations CVC de la CAF et ce, dans les délais mentionnés à l'article 5.3 du CCTP.

D'une part, l'AMO élabore les documents constitutifs du DCE, notamment le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), le bordereau prix unitaire ou forfaitaire (BPU), la décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), la définition des critères d'analyse et autres annexes techniques nécessaires à la compréhension des besoins.

L'organisme contractant dispose ainsi d'un délai maximum de 10 jours calendaires pour valider le DCE transmis par l'AMO ou demander des rectifications.

D'autre part, la CAF 93 élabore les annexes administratives dont l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de la consultation (RC), le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), l'acte d'engagement (AE).

La procédure sera publiée sur le compte Place de l'Organisme contractant.

6.5 : Conditions de remise et de validation du rapport d'analyse des offres (phase 3)

L'organisme contractant transmettra les plis réceptionnés à l'AMO pour son analyse.

Le Titulaire examine la solution technique et le coût proposés par les soumissionnaires pour l'exécution des prestations conformément aux critères d'analyse pondérés définis dans le règlement de consultation.

L'AMO présente à l'Organisme contractant une synthèse de son analyse, accompagnée d'un classement par ordre de priorité. Il transmet à la CAF dans les délais mentionnés à l'article 6.3 du CCTP le rapport d'analyse des offres.

La CAF 93 dispose d'un délai maximum de 8 jours calendaires pour valider le rapport d'analyse des offres ou demander des rectifications à ce rapport.

L'Organisme contractant procédera ensuite à la vérification des garanties financières, des références ainsi que de la régularité des documents administratifs du candidat retenu.

6.6 : Coordination et validation du suivi d'exécution (phase 4)

L'AMO accompagne l'organisme contractant dans l'identification et la mise en œuvre des actions visant à améliorer sa performance énergétique. A ce titre, l'AMO analyse les données de consommation, propose des leviers d'optimisation et contribue à la définition d'indicateurs de suivi pertinents.

Il assure également la coordination avec le prestataire du marché de maintenance CVC, notamment par l'organisation régulière de réunions de suivi technique, afin de faire le point sur l'exécution des prestations, de traiter les éventuels écarts ou dysfonctionnements, et de valider les actions correctives.

En complément, l'AMO met en place des outils de reporting, des tableaux de bord de performance, ainsi que des visites sur site pour vérifier la conformité des interventions et la bonne application des prescriptions contractuelles.

L'AMO transmet obligatoirement à l'organisme contractant un bilan semestriel pour chaque site. Le bilan du second semestre reprend les problématiques du premier semestre, les avancées et corrections apportées.

Un bilan annuel est également établi à la fin de chaque période de chauffe.

La CAF dispose d'un délai de 10 jours calendaires pour soumettre ses observations, valider le bilan ou demander des rectifications.

ARTICLE 7 – ADMISSION DES PRESTATIONS

Par dérogation aux articles 26 et 27 du CCAGPI, les règles relatives à l'admission des prestations sont celles précisées à l'article 6 du présent CCAP.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES

8.1 : Obligations du titulaire

a) Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

À ce titre, il s'engage à exécuter les prestations objet du présent marché conformément aux règles de l'art applicables à sa profession, avec tout le soin, la diligence et la compétence requis. Il mobilise à cette fin l'ensemble des moyens techniques et organisationnels nécessaires à la bonne exécution de ses missions.

Le titulaire s'engage à mobiliser, pendant toute la durée d'exécution du marché, des intervenants disposant d'une expérience avérée dans les domaines concernés. Il garantit la stabilité de son équipe projet et limite les remplacements au strict nécessaire, en fonction des exigences de la prestation. Il prend toutes les dispositions utiles pour anticiper les mouvements de personnel (arrivées ou départs) et en atténuer les effets, de manière à assurer la continuité du service et à maintenir le niveau de qualité attendu par le pouvoir adjudicateur.

L'AMO demeure responsable de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles et à son offre, et ne saurait se prévaloir d'une simple obligation de moyens pour s'exonérer de ses responsabilités.

b) Obligation de confidentialité

Le Titulaire est tenu à une obligation de confidentialité pendant toute la durée du marché et après son expiration.

À ce titre, il s'engage à ne divulguer, sous quelque forme que ce soit, aucune information, document, donnée ou élément de nature technique, financière, administrative ou stratégique, dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, et notamment ceux relatifs à la Sécurité sociale, à l'Organisme contractant ou à ses agents.

Sont notamment visées :

- les informations transmises par l'Organisme contractant, quel qu'en soit le support ;
- les informations obtenues ou perçues indirectement au cours de l'exécution du marché ;
- les études, décisions, rapports ou échanges internes.

Cette obligation s'applique à l'ensemble des collaborateurs, sous-traitants et partenaires du Titulaire. Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité de ces informations, y compris après la fin du marché.

Les informations déjà rendues publiques de manière licite avant leur communication au Titulaire ne sont pas soumises à cette obligation.

Le non-respect de cette clause constitue un manquement grave pouvant entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales. Cette obligation s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles 226-13 et suivants du Code pénal et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'Organisme contractant se réserve le droit de procéder à toute vérification utile afin de s'assurer du respect de cette obligation.

c) Obligation de conseil

Le Titulaire est tenu à une obligation de conseil envers l'Organisme contractant pendant toute la durée du marché. À ce titre, il s'engage à apporter son expertise et à formuler toute recommandation utile concernant les prestations prévues au marché, afin d'en garantir la bonne exécution.

Le Titulaire doit notamment :

- informer immédiatement la CAF de toute évolution réglementaire, technique ou normative susceptible d'avoir une incidence sur les prestations objet du marché, dès qu'il en a connaissance ;
- alerter en cas de risque identifié, de difficulté prévisible ou de choix technique pouvant compromettre la qualité, la conformité ou la continuité des prestations ;
- proposer des solutions ou adaptations permettant de répondre aux contraintes nouvelles ou aux évolutions du contexte d'exécution.

Cette obligation de conseil s'applique de manière proactive, et ne se limite pas aux seules demandes formulées par l'Organisme contractant.

d) Obligations fiscales et sociales

Le Titulaire s'engage à transmettre spontanément à l'Organisme contractant, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de vigilance émise par l'URSSAF, datant de moins de six mois, attestant de la régularité de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, conformément à l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale ;
- Les documents prévus aux articles D.8222-5 (pour les opérateurs établis en France) ou D.8222-7 (pour les opérateurs établis à l'étranger) du Code du travail ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, conformément aux articles L.5221-2, L.5221-3 et L.5221-11 du Code du travail, le cas échéant.

Ces documents doivent être déposés exclusivement sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : www.provigis.com

En cas de non-respect de cette obligation, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

e) Modification de la situation du titulaire

Le Titulaire s'engage à notifier sans délai à l'Organisme contractant toute modification survenant au cours de l'exécution du marché et portant sur :

- Les personnes habilitées à l'engager juridiquement ;
- Sa forme juridique, sa raison sociale ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- Ses coordonnées bancaires (RIB) ;
- Et, de manière générale, toute évolution significative affectant le fonctionnement de l'entreprise.

Tout changement de raison sociale, de dénomination, de siège social, de domicile ou de compte bancaire devra être notifié.

En cas de transformation juridique entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique (fusion, absorption, reprise dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.), un avenant de transfert devra être établi. Le nouveau Titulaire devra justifier de sa capacité à assurer la continuité des prestations.

L'Organisme contractant vérifiera notamment :

- Les capacités financières et techniques du nouveau Titulaire ;
- La régularité de sa situation fiscale et sociale ;
- L'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.
- En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant.

8.2 : Obligations de l'organisme contractant

a) Obligations générales

L'Organisme contractant s'engage à :

- Fournir au Titulaire, dans les meilleurs délais, l'ensemble des éléments d'études déjà réalisés (plans, descriptifs, diagnostics, rapports techniques, etc.) nécessaires à la bonne exécution de sa mission ;
- Informer en temps utile le Titulaire des dates de commencement des prestations, des phases clés de leur exécution, ainsi que des opérations préalables à la réception des livrables ;
- Transmettre au Titulaire les procès-verbaux des opérations de réception, ainsi que toute information utile relative à la suite donnée aux avis, rapports ou documents remis par ce dernier dans le cadre du marché.

b) Obligations de confidentialité

L'Organisme contractant s'engage à respecter la confidentialité des informations, documents ou données techniques, administratives ou financières communiqués par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Ces informations ne pourront être utilisées que pour les besoins stricts du marché et ne pourront être divulguées à des tiers sans l'accord préalable et écrit du Titulaire, sauf obligation légale ou réglementaire.

L'Organisme contractant prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir la protection de ces informations, y compris après la fin du marché.

ARTICLE 9 – CONDITIONS FINANCIERES

9.1 : Nature des prix

Les prix du présent marché sont établis de manière forfaitaire pour chacune des phases définies dans le CCTP.

Ils comprennent notamment :

- L'ensemble des prestations décrites dans le CCTP, y compris les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des intervenants le cas échéant ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, légalement applicables à la prestation.

9.2 : Révision des prix

Les prix des phases 1 à 3 sont fermes et non révisables pendant toute la durée du marché. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres.

Le prix de la phase 4 « suivi d'exécution » est ferme pendant la première année du marché. À compter de la deuxième année, il sera révisé annuellement à la date anniversaire de la notification du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left(a + b \times \frac{I_t}{I_0} \right)$$

Où :

- P : prix révisé
- P_0 : prix initial
- a : part fixe (ex. 0,15)
- b : part indexée (ex. 0,85)
- I_0 : indice SYNTEC au mois d'établissement des prix
- I_t : indice SYNTEC au mois de réalisation des prestations

La valeur finale des indices utilisés est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations, ou à la date réelle de réalisation si celle-ci est antérieure.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur, conformément aux dispositions du CCAG Prestations Intellectuelles.

ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT

10.1 : Facturation

Chaque phase exécutée fera l'objet d'un règlement à son achèvement, après services rendus et validation par l'Organisme contractant.

Le Titulaire devra déposer sa facture sur le portail Chorus Pro et renseigner le SIRET de la CAF 93 (38098030000095) ainsi que le n° d'engagement (numéro du bon de commande ou à défaut en l'absence de bon de commande, le numéro de marché attribué par la CAF93). Le portail permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

Sur chaque facture doivent figurer, outre les mentions légales, les noms et adresses du créancier et le numéro de son compte bancaire, ainsi que le numéro du marché, le montant total hors taxes des prestations exécutées, le montant de la TVA, le prix total TTC et la date.

10.2 : Délai global de paiement

À réception de la facture du Titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, l'Organisme dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la banque centrale européenne augmenté de huit points.

10.3 : Modalité de paiement

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le Titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

Les paiements auront lieu par virement en euros au compte ouvert au nom du Titulaire.

Les pénalités, dont le Titulaire pourrait être redevable, sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

10.4 : Taxes

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'exécution des prestations. La T.V.A. est actuellement fixée au taux de 20%.

ARTICLE 11 – PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAGPI.

En cas de manquement au présent marché, les pénalités ci-après pourront être appliquées au titulaire :

Type de manquement	Montant de la pénalité	Observations
Retard dans la remise d'un livrable	100 € par jour calendaire de retard	A compter du lendemain de la date contractuelle de remise
Absence non justifiée à une réunion de coordination	200 € par absence	Sauf cas de force majeure ou absence validée par la CAF
Non-respect des délais d'analyse ou de validation technique	150 € par jour de retard	Applicable après relance restée sans effet
Défaut de transmission d'un rapport/ bilan ou compte-rendu	100 € par document manquant ou incomplet	Applicable après relance restée sans suite
Non-conformité d'un livrable aux exigences contractuelles	300 € par livrable non conforme	Jusqu'à remise d'une version conforme
Défaut de mobilisation des moyens prévus	250 € par jour de carence	Sur constat contradictoire ou rapport de mission

Retard dans la réponse à une sollicitation urgente	150 € par jour de retard au-delà du délai de 48 h	Pour les demandes identifiées comme urgentes par la CAF
Défaut de réaction du titulaire aux sollicitations écrites de la CAF dans un délai raisonnable (5 jours ouvrés)	150 € par jour de silence au-delà du délai imparti	Applicable après relance restée sans effet ; sauf cas de force majeure ou justification recevable

Les pénalités sont appliquées de plein droit, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du retard ou du manquement par la CAF. Les montants correspondants seront déduits des sommes restant dues au titulaire au titre du présent marché.

En cas de contretemps non imputable au titulaire, celui-ci devra transmettre à la CAF, dans les meilleurs délais, tout justificatif permettant d'en établir la réalité et la portée.

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

12.1 : Principe général

Conformément aux dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché. Toutefois, la sous-traitance ne peut porter que sur des tâches non essentielles, et ne saurait en aucun cas concerner la direction de projet, la coordination générale, ni les missions d'analyse, de conseil stratégique ou de représentation auprès de l'organisme contractant.

12.2 : Limites spécifiques au présent marché

Compte tenu de la nature intellectuelle et stratégique des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le domaine de la maintenance en ingénierie thermique (chauffage, ventilation, climatisation), le recours à la sous-traitance est strictement encadré. Le titulaire demeure seul responsable du suivi de la qualité, de la cohérence et de la continuité des prestations, y compris celles éventuellement confiées à un sous-traitant.

12.3 : Procédure d'acceptation

Tout recours à un sous-traitant, y compris en cours d'exécution du marché, doit faire l'objet d'une demande écrite du titulaire, accompagnée d'un acte spécial dûment complété (formulaire DC4 ou équivalent), précisant l'identité du sous-traitant, la nature et le montant des prestations sous-traitées, ainsi que les conditions de paiement. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont subordonnés à l'accord exprès et préalable de l'organisme contractant.

12.4 : Interdiction de la sous-traitance intégrale

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité des prestations du marché. Toute clause ou pratique ayant pour effet de contourner cette interdiction est réputée nulle et de nul effet.

12.5 : Paiement direct

Le sous-traitant de premier rang peut bénéficier du paiement direct par l'organisme contractant, sous réserve que le montant des prestations sous-traitées soit supérieur à 600 € TTC et que les conditions prévues à l'article R2193-10 du Code de la commande publique soient remplies.

ARTICLE 13 – ASSURANCES

13.1 : Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de tous les dommages, de quelque nature qu'ils soient, causés à l'organisme contractant ou à des tiers, du fait de l'exécution du présent marché. Cette responsabilité s'étend aux actes ou omissions de ses préposés, sous-traitants, ou toute personne agissant pour son compte.

13.2 : Obligations d'assurance

Le titulaire est tenu de souscrire, auprès d'une compagnie notoirement solvable, un contrat d'assurance couvrant l'ensemble des risques liés à l'exécution du marché, et notamment sa responsabilité civile professionnelle. Cette assurance doit couvrir les dommages corporels, matériels et immatériels, directs ou indirects, causés à l'organisme contractant ou à des tiers.

13.3 : Justificatifs à fournir

Avant tout commencement d'exécution du marché, et à première demande de l'organisme contractant, le titulaire doit produire une attestation d'assurance en cours de validité, précisant :

- la nature des garanties souscrites,
- les montants de couverture,
- la durée de validité du contrat,
- le montant des éventuelles franchises.

13.4 : Maintien des garanties

Le titulaire s'engage à maintenir les garanties d'assurance pendant toute la durée d'exécution du marché, y compris pendant les périodes de prolongation éventuelle. En cas de modification, suspension ou résiliation de son contrat d'assurance, il en informe immédiatement l'organisme contractant et prend toutes les mesures nécessaires pour garantir la continuité de la couverture.

13.5 : Défaut de justification

Le défaut de présentation des justificatifs d'assurance dans les délais impartis peut entraîner, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts que pourrait réclamer l'organisme contractant.

ARTICLE 14 – DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1 : Garanties sur les droits

Chaque partie déclare et garantit être titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux éléments (informations, logiciels, fichiers, bases de données, marques, brevets, etc.) qu'elle utilise ou communique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Elle certifie, en outre, ne faire l'objet d'aucune revendication ou réserve de la part de tiers à ce titre.

14.2 : Utilisation des résultats – Option A du CCAG-PI

Conformément à l'option A de l'article 25 du CCAG-PI, les droits patrimoniaux afférents aux résultats

produits dans le cadre du présent marché sont cédés à l'organisme contractant. À ce titre, la CAF est autorisée à utiliser, reproduire, adapter et diffuser lesdits résultats, notamment auprès de ses partenaires, des organismes de sécurité sociale, des autorités de tutelle ou de prestataires extérieurs, à des fins de communication, d'analyse ou pour la préparation de futurs marchés.

14.3 : Restrictions d'usage pour le titulaire

Le titulaire s'interdit tout usage, commercial ou non, des résultats issus du présent marché sans l'accord préalable et écrit de la CAF. Il ne peut, en aucun cas, communiquer ces résultats à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, sans autorisation expresse de l'organisme contractant.

ARTICLE 15 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article 25 du CCAG-PI, en cas de circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières. Un avenant peut être conclu sur la base de justificatifs fournis par le titulaire, tenant compte notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution ;
- des effets d'une prolongation des délais.

Le titulaire doit demander, en temps utile, des constatations contradictoires pour permettre l'évaluation des moyens supplémentaires mobilisés. Les hausses de prix déjà couvertes par la révision ne sont pas prises en compte. Une avance peut être versée selon les modalités prévues au marché ou à l'avenant.

ARTICLE 16 – RESILIATION

La résiliation du marché peut être prononcée par la CAF dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAGPI.

Elle peut notamment être prononcée dans les cas suivants :

16.1 : Résiliation pour faute du titulaire

L'organisme contractant peut résilier le marché aux torts du titulaire en cas d'inexécution totale ou partielle de ses obligations contractuelles, de manquements répétés ou de comportement incompatible avec les exigences du marché.

Dans ce cas, l'organisme se réserve le droit de faire exécuter les prestations non réalisées par un tiers, aux frais et risques du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés.

16.2 : Résiliation pour motif d'intérêt général

L'organisme peut résilier le marché, à tout moment, pour motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à une indemnisation des dépenses engagées, dans les conditions prévues par le CCAGPI, à l'exclusion de tout manque à gagner.

16.3 : Résiliation pour circonstances exceptionnelles

En cas de force majeure ou de circonstances imprévisibles rendant impossible l'exécution du marché, celui-ci peut être résilié sans indemnité, sauf dispositions contraires prévues par avenant.

16.4 : Résiliation à l'initiative du titulaire

Le titulaire peut demander la résiliation du marché dans les cas limitativement énumérés par le CCAGPI, notamment en cas de suspension prolongée des prestations ou de modification substantielle du marché. La demande doit être motivée et adressée par écrit à l'organisme contractant.

ARTICLE 17 – LANGUE

Le présent marché est rédigé en langue française, qui fait foi en cas de divergence d'interprétation. Tous les documents contractuels, rapports, correspondances, notices techniques, livrables ou échanges entre les parties devront être rédigés en français.

En cas de production de documents dans une autre langue, une traduction certifiée en français pourra être exigée par l'Organisme contractant, aux frais du Titulaire.

ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché, les parties s'efforceront de rechercher une solution amiable.

À défaut de règlement amiable, le droit français est seul applicable.

Lorsque le litige ne peut être résolu par voie d'arbitrage ou de médiation, la juridiction compétente sera celle dont relève le siège de l'Organisme contractant, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAGPI

Les articles suivants du CCAP dérogent au CCAGPI :

Nature de la dérogation	Articles du CCAP dérogatoire	Articles du CCAGPI visés par la dérogation
Ordre de priorité des pièces contractuelles	Article 3	Article 4.1
Montant des pénalités	Article 6 et 7	Article 14.1
Remise et validation des livrables	Article 11	Article 26 et 27